

La pauvreté contrainte est, en France et aujourd'hui, un véritable scandale social, ne serait-ce que parce que notre société contemporaine a désormais les moyens de l'éradiquer, ce qui n'était pas forcément le cas en des temps plus lointains. Or, que constate-t-on ? Non seulement la pauvreté ne recule plus, alors que ce mouvement était, depuis des décennies, inscrit dans la suite des événements et de l'histoire, mais elle grignote des pans entiers de la société française, allant jusqu'à lécher de plus en plus les abords des classes moyennes fragilisées par la mondialisation, cette « guerre de tous contre tous » à l'échelle mondiale. Bien sûr, les raisons de cette persistance de la misère sociale sont multiples et cette dernière n'a pas les formes terribles qu'elle pouvait avoir jadis, jusqu'au terme fatal, mais cela n'enlève rien à son incongruité dans une société de consommation où près d'un tiers de la production alimentaire est détruit avant même d'avoir été consommé et dans laquelle l'écart entre les revenus les plus élevés et les plus faibles ne cessent de s'accroître, contre toute logique ou justice sociale.

Et pourtant, la République a inscrit dans le marbre de ses frontons le mot **fraternité**, qui pourrait être, si l'on considérait la nation comme une grande famille, une solidarité véritable entre tous les Français et non un simple copinage entre puissants de quelques réseaux devenus de solides (et parfois sordides) « états dans l'Etat ». Aussi, lorsqu'il est annoncé que le coût d'un repas à la cantine serait ramené à un euro pour les familles les plus nécessiteuses, il faut s'en réjouir sans s'en satisfaire :

s'en réjouir parce que cela va assurer un bon repas du midi à nombre d'enfants aujourd'hui réduits à une portion alimentaire plutôt congrue

;

ne pas s'en satisfaire parce que cela ne va pas régler le problème de la précarité et qu'il y a un risque, si l'on n'y prête attention, d'assistanat

(et non de louable assistance). D'autre part se pose la question du financement de cette mesure : les communes doivent-elles encore être mises à contribution alors même que les petites et moyennes villes connaissent de plus en plus de difficultés à boucler leur budget ? Sans doute faudra-t-il penser à une réponse multiple et adaptée aux conditions locales, sans suivre un seul modèle centraliste mais plutôt une ligne générale éminemment sociale sans

oublier d'être politique.



Néanmoins cette mesure est aussi l'occasion de réfléchir sur **une stratégie plus audacieuse contre la pauvreté contrainte** :

elle ne peut être séparée d'une véritable stratégie d'aménagement du Territoire qui doit **redonner place et avenir aux zones rurales et aux petites et moyennes villes**, et qui doit se dégager de la seule logique de la métropolisation, celle-ci trop liée à la mondialisation pour pouvoir (ou vouloir) redonner vigueur à

une décentralisation enracinée pourtant bien nécessaire pour revivifier notre pays en tous ses recoins habités

. La mesure des repas à un euro peut d'autant mieux réussir et se crédibiliser que seront partout organisés des réseaux de circuits courts entre productions agricoles et alimentaires, appuyés sur une maîtrise raisonnée et raisonnable des territoires et de leurs potentialités : c'est un enjeu important, et une nécessité absolue, et il faudrait bien que la République, si peu « sociale » malgré les milliards qu'elle distribue en se croyant « Providence », réfléchisse au-delà de son propre calendrier perpétuellement quinquennal... Le peut-elle, le veut-elle ? Il est possible d'en douter...

